



« Je viens d'un monde où on a faim » : des pillleurs racontent leur 17 octobre

« Mediapart » a rencontré trois jeunes hommes présents lors des débordements du 17 octobre, à Paris et à Marseille. Tous font part d'une forme de revanche, voire de vengeance, face aux inégalités sociales et aux violences policières qu'ils estiment subir au quotidien.

Inès Bennacer, Pascale Pascariello et Ilyes Ramdani

23 octobre 2026 à 20h48

Le 17 octobre, la colère a débordé des cortèges. Dans plusieurs villes de France, des commerces ont été pillés, du mobilier urbain incendié et des symboles de l'État ciblés. Des violences inédites depuis le mouvement des Gilets jaunes, qui avait démarré en 2018.

Avant la journée de mobilisation prévue pour le samedi 24 octobre, *Mediapart* a rencontré de jeunes adultes présents lors des pillages pour qu'ils racontent ce qu'ils ont vécu, qu'ils parlent de leurs motivations et de leur ressenti.

Nassim, 25 ans : « Pour un jour, l'ordre des choses pouvait changer »

« *Un banlieusard comme un autre* », c'est ainsi que se définit Nassim*, 25 ans. Le 17 octobre, il a participé aux dégradations et aux pillages à Paris. Le jeune homme habite un quartier populaire de la banlieue parisienne, « *desservi en transports* », dit-il, sans accepter de préciser la ville.

Nassim a grandi dans un foyer monoparental, avec l'angoisse d'un départ soudain de sa mère, qui a longtemps fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). La situation obligeait « *sa daronne à prendre trois bus et faire un métier ingrat* » pour nourrir les siens, lâche-t-il.



Des jeunes brisent la vitrine d'un magasin lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Paris, le 18 octobre 2026.
© Photo Emma Da Silva / AP / Sipa

Il n'a pas fait d'études, en décrochage scolaire depuis « *toujours* ». Il dit avoir été parfois tenté par « *les business* » qui s'offrent dans les quartiers à « *ceux en galère qui n'ont percé ni par les études ni par le rap* ». Il laisse entendre qu'il travaille dans la manutention, en tant qu'intérimaire, mais reste extrêmement vague.

Il est de ceux qui ne se sont jamais mobilisés, en tout cas pas dans un cortège en brandissant une pancarte. Il juge cela inutile : « *Combien de manifestations pacifiques il y a eu ? Combien de slogans ? Ils ont fracassé les Gilets jaunes, ils ont fracassé les darons pour les retraites.* »

Indigné par les violences policières et « *le racisme qui bouffe les institutions* », c'est la mort de Nahel Merzouk, en 2023, tué à 17 ans par un policier après un refus d'obtempérer, qui l'a mis pour la première fois dans la rue. « *C'était l'expression d'une colère, d'une rage qu'on ressent depuis toujours face à l'impunité des condés* », affirme-t-il.

Nassim se vit en héritier des révoltes qui ont suivi la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré en 2005. Mais cite surtout les contrôles et les amendes arbitraires, « *des délits de faciès qui commencent quand on est mineur* ». « *On débute dans la vie avec des amendes majorées de fou, 15 000, 20 000 euros pour certains. C'est comme si on avait un prêt sauf que c'est pas pour une belle école de commerce* », enrage-t-il.

Il a décidé d'en être, samedi 17 octobre, après avoir visionné de nombreuses vidéos d'appel à la mobilisation sur les réseaux sociaux. « *Aucun parti ne m'a mis dans la rue. L'idée qui me plaisait c'était d'imaginer que, pour un jour, l'ordre des choses pouvait changer.* » Alors, cagoulé, habillé en noir et accompagné d'une « *équipe* », il s'est rendu dès 10 heures à Paris, place de la République, sachant déjà que « *ce serait chaud* » avec les forces de l'ordre. Dans sa bande, il faisait partie des plus âgés. Les autres avaient majoritairement autour de 13, 14 ans, dit-il.

Sur la place de la République, il raconte avoir été gazé, nassé. La tension est montée. Après des échauffourées

avec les CRS, il a participé à embraser une voiture garée en contrebas, puis un kiosque à journaux qui borde la place. Le groupe, rejoint par d'autres, a ensuite entamé le pillage de commerces. « *On avait faim, on avait soif, le Franprix était là, on l'a ouvert* », résume-t-il, jurant « *ne rien regretter* ».

Le jeune homme décrit méticuleusement l'excitation qu'il a ressentie, le sentiment grisant que tout devenait possible. « *Ce qui ressort dans les médias c'est la violence des scènes de pillage. Je ne les nie pas. C'était violent. Mais pour moi c'était surtout un moment de joie. Tout le monde s'est servi. Les petits prenaient des Kinder Bueno, les meufs des produits hygiéniques. Certains avaient rempli des caddies et on a distribué aux sans-abri.* »

Nassim explique avoir opéré de la même façon pour plusieurs commerces de la rue, notamment des tabacs. « *Les clopes sont devenues si chères* », dit-il. Pour ce qui est de la casse des petits commerçants, Nassim affirme ne pas y avoir participé. Même chose pour les départs de feux d'habitations.

Mais selon lui, ces événements ont pu avoir lieu car « *les petits n'ont jamais mis un pied à Paris. Dans leur tête, toutes les personnes qui y vivent sont riches* », sans distinction. Le groupe a poursuivi les vols dans le quartier des Halles (1^{er} arrondissement), récupérant surtout des vêtements de sport, notamment des maillots de football, des baskets ou encore des ballons. « *Les petits faisaient des brésiliennes* [jeu de dribble avec un ballon – ndlr] *sur le parvis, il y avait une bonne ambiance.* »

Puis Nassim raconte s'être dirigé place Vendôme et avoir participé au pillage de maisons de luxe. « *On faisait attention les uns aux autres, on ne voulait pas de blessés, le but c'était de faire mal au capitalisme pour qu'il y ait une justice.* » C'est seulement arrivé devant les Galeries Lafayette et le Printemps que pour la première fois de la journée, dit-il, son groupe sera empêché d'avancer par les forces de l'ordre. « *Si on regarde les Master Poulet, ce genre de commerce n'a pas été touché car ceux-là on nous a jamais dit que ce n'était pas pour nous.* »

« **Aucun parti ne m'a mis dans la rue** »

Nassim, 25 ans

Le jeune homme exprime un sentiment de relégation totale. Il parle d'une société « *fracturée* », avec le sentiment d'être « *un Français de seconde zone, moins considéré qu'un chien dans Paris* ». « *On dit que le gouvernement va déclencher l'état d'urgence, mais nous, ça fait des années qu'on y est. On vit dans des bâtiments avec des rats, des cafards, de l'amiante. Quand j'étais petit, il n'y avait pas de fenêtre dans notre appartement. On ne trouve pas de taf car on n'a pas la bonne tête. On ne peut plus rien acheter, on ne peut plus se déplacer avec l'essence à 2,50 le litre. Si nous on plonge, pourquoi Paris ne plongerait pas ?* »

Il dit seulement trouver une forme de réconfort dans la solidarité qui existe dans les quartiers. « *Casser une vitre ça fait un buzz médiatique, mais les agresseurs sexuels, les politiques qui détournent de l'argent, tout ça, c'est normalisé dans notre société. Le matériel est plus important que nos conditions en cité.* »

Aucun doute, il jure qu'il sera présent à nouveau samedi 24 octobre. « *Si je n'y allais pas j'aurais la fomo* » – *Fear of missing out* : la peur de manquer quelque chose.

Rayan, 19 ans : « C'était la ruée vers l'or »

Il expose sur son téléphone le « *butin* » de la journée du 17 octobre à Marseille : deux sacs de luxe d'une valeur de 5 400 euros. « *Forcément, à la revente, c'est presque moitié prix* », nuance Rayan*, 19 ans, avant d'ajouter avoir aussi extorqué quatre polos Lacoste à un autre jeune, « *en le menaçant de le fracasser* ». Face à notre incompréhension, il lance : « *Il y avait du racket. Il faut imaginer que je viens d'un monde où on a faim. C'est une réalité que vous ne connaissez pas. Le 17 octobre, même des mères volaient des vêtements.* »

Rayan a rejoint les pillages marseillais en scooter, avec trois amis, dès que les premières vitrines des enseignes de luxe ont cédé. L'événement se préparait depuis plusieurs jours sur Snapchat. « *“Le 17, ça va tout casser”, “appel à la révolution”, cite-t-il. Ça faisait plusieurs jours que c'était annoncé : ça allait être bien plus qu'une manifestation.* »

Vers 16 heures samedi, les réseaux s'emballent et l'un de ses amis lui envoie la photo d'une boutique de luxe saccagée. « *En deux-deux, j'ai pris de quoi masquer mon visage, des gants, pour protéger mes mains et éviter les empreintes, et un sac.* »

Rayan refuse toute étiquette : ni lycéen ni casseur, « *encore moins politisé* ». Rayan s'agace de voir « *comment on est mis dans des cases, “pilleurs”, “casseurs”, “racailles”, “jeunes Français mais d'origine étrangère”* ». Le 17 octobre, « *j'ai juste vu les portes du paradis s'ouvrir* », ironise-t-il – l'une des artères pillées, qui traverse les I^{er}, VI^e et VIII^e arrondissements, se nomme rue Paradis. Il poursuit : « *Je n'ai jamais vu ça. Des boutiques en enfilade, ouvertes, sans condés. C'était la ruée vers l'or.* »

Rayan assure n'avoir ressenti « *aucune adrénaline ou pas trop* », mais confie : « *C'est surtout du plaisir, beaucoup de plaisir. J'ai savouré.* » Semblant se replonger dans ces quelques heures, le jeune homme insiste : « *C'est un peu comme si vous mangiez un bon gâteau après des mois et des mois sans dessert.* »

La peur, elle, était absente : les forces de l'ordre se tenaient à distance et, dès qu'elles s'approchaient, « *chacun avait le temps de prévenir les autres* ». L'un de ses amis a même été laissé libre alors qu'il « *avait été pris avec un appareil photo et deux trois parfums* ».

S'il était sur place, Rayan affirme n'avoir rien cassé : « *Ce n'est pas mon truc et la vitrine, ça peut te tomber dessus.* » Ensuite, une fois l'entrée du commerce cassée, « *tout est question de placement* », explique-t-il : il faut savoir où se tenir pour entrer vite et ne pas « *ramasser des miettes* ».

Dans sa vie, Rayan explique avoir « *pris des coups* » et, depuis, il « *n'hésite pas à en donner* ». Il montre une vidéo d'une expédition punitive. « *J'ai été payé 500 euros pour tabasser un jeune, qui avait voulu voler son patron* », un gérant de point de deal.

Après, « *j'ai quand même mes propres règles* », rassure-t-il. Dans la « *dinguerie* » de samedi, il n'aurait pas, par exemple, racketté une femme en train de piller. Quant à la mairie de Marseille, où sont entrés des manifestants, il n'y est pas allé : « *Il n'y a rien à y prendre et c'est pas mon truc les symboles de la France.* »

Pour l'instant, il n'a pas encore revendu les affaires volées qu'il a pris soin de cacher dans sa chambre. « *Je suis remonté au quartier vers 19 heures, mais je suis allé me caler avec des potes dans un coin à nous, au calme, pour fumer. On a commencé à se raconter ce qu'on allait faire de l'argent une fois les ventes faites* », relate-t-il, estimant pouvoir en tirer environ 2 000 euros. Une somme qui risque d'être « *vite claquée* », en « *vêtements, repas et de quoi fumer* ».

Samedi 17 octobre, Rayan est rentré tard chez lui, dans le XVI^e arrondissement marseillais, dans les quartiers nord de la ville. Avant de franchir la porte, le jeune homme s'est assuré auprès de son frère de 12 ans que leur mère dormait. Il voulait passer « *incognito* » et « *cacher rapidement les affaires* » dans sa chambre. Son père ? Il ne l'a pas vu depuis dix ans. « *Parti un peu vite* », lance-t-il, refusant d'en dire davantage.

Reste sa mère, qui « *enchaîne plusieurs boulots pour qu'on ne manque de rien avec mon petit frère* », explique-t-il. Mais l'argent est compté, et la moindre dépense éveille les soupçons : « *Son œil se met en warnings dès que j'ai des vêtements qu'on n'a pas les moyens d'avoir.* »

Depuis quatre ans, Rayan est passé de guetteur à vendeur « *occasionnel* » sur les points de deal. Orienté en lycée professionnel, en mécanique bateau, il ne s'y est pas retrouvé : « *Ce n'est pas trop mon truc. Mais je n'ai pas eu vraiment le choix. Je ne sais pas ce que je veux faire.* » Il a commencé à envoyer des CV pour des emplois de livreur ou de chargeur de camions. Mais il n'a reçu « *même pas un non. Aucune réponse* ». La colère monte quand il en parle : « *C'est violent, ça aussi.* »

Samedi 24 octobre, il n'y retournera pas, fier d'avoir un casier vierge. « *Je ne me suis jamais fait prendre. Et même s'il reste encore des commerces pleins, il va y avoir trop de condés.* » Rayan raconte que les gérants du trafic eux-mêmes voient d'un mauvais œil la situation. En cause, les arrêtés préfectoraux qui restreignent les sorties à certaines heures. « *Si les jeunes n'ont pas le droit de sortir, le business ne peut pas fonctionner, et il y a trop de police. Ce n'est pas bon.* » Un constat que nous avait déjà livré un autre jeune homme, Esteban*, 20 ans, qui vend lui aussi de la drogue. Le 17 octobre, comme Rayan, il disait être « *descendu des ténèbres, les quartiers nord, pour voir l'eldorado* ».

Ruben, 28 ans : « Le seul moyen d'obtenir gain de cause, c'est de le faire à la française »

Lundi matin, Ruben* a remis son costume et pris le chemin de son travail : une boutique de luxe en plein Paris. Et là, avec ses collègues, il a découvert les dégâts de la nuit. La vitrine cassée, les articles volés... Deux jours plus tôt, Ruben était à quelques encablures de là. Mais sans son costume : tout en noir, lunettes de ski sur la tête « *pour résister aux lacrymos* ».

Le jeune homme de 28 ans, ancien sportif de haut niveau, banlieusard à l'aise avec les codes parisiens, avait besoin d'exprimer un « *ras-le-bol* ». Pas l'habitude des manifestations mais là, dit-il, « *c'est notre avenir qui se joue* ». « *On voyait l'allant sur les réseaux sociaux, même chez monsieur ou madame Tout-le-Monde, raconte-t-il. Quand on sent que c'est trop, que les gens galèrent à un point inimaginable, il faut trouver un moyen de le dire.* »

Alors, le samedi, il marche dans le centre de Paris. Voit « *du monde, beaucoup de monde, de tous les milieux et tous les âges* ». Et sent « *la pression monter au fur et à mesure que l'heure avançait* ». « *C'était dingue, se souvient-il. Tu te faisais charger dans un sens, puis dans l'autre, sans raison apparente. Les policiers ne faisaient aucune distinction. Les gens étaient vraiment énervés. Même des gens qui étaient là pour boire un verre en terrasse ont fini par nous rejoindre !* »

« Ce n'était pas un truc organisé de gens qui ont le vol dans le sang. »

Ruben, 28 ans

« *C'était très bizarre, on avait l'impression que la police faisait en sorte que ça dégénère, pour se donner le plaisir de taper ensuite, estime-t-il. On dirait qu'ils ne cherchaient qu'à énerver le peuple. Du coup, dès que la nuit est tombée, c'est devenu l'anarchie.* » L'anarchie, c'est ce qui a occupé le débat médiatique et politique depuis le 17 octobre : les vitrines cassées, les magasins pénétrés, les mouvements de foule, les forces de police débordées.

Ruben y était. Il dit n'avoir rien volé mais avoir tout vu : « *J'imaginai les pillages comme des moments où chacun entrait, se servait puis s'enfuyait. Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. On était devant un Franprix : des gens sont entrés, ils ont pris tous les caddies du magasin, ils ont vidé toutes les étagères et ils ont mis les caddies au milieu de la route. Là, l'un d'eux a dit "Maintenant, servez-vous tous !".* »

Il faut l'entendre raconter avec un mélange de sidération et d'admiration ce moment un peu hallucinant. « *Il y avait de tout, des jeunes de banlieue, des bobos parisiens, lance-t-il. Des jeunes qui disaient à des anciens "Ne prenez pas de risque, dites-moi juste ce dont vous avez besoin". Des anciens qui disaient*

“Merci les enfants”. Les gens s’entraidaient. Ça a duré un temps fou. Même un homme en costume-cravate, qui sortait de son Uber, a regardé ça, est monté chez lui puis est revenu en sweat à capuche. Lui aussi, il s’est servi [rires]. Vraiment, ce n’était pas un truc organisé de gens qui ont le vol dans le sang. »

Après ça, Ruben a eu beaucoup de mal à regarder la télévision. Il a gardé en travers de la gorge ce 20-heures de TF1. *« J’ai compté : ça a duré trente-cinq minutes, ils ont parlé des revendications à peine cinq minutes, assure-t-il. Tout le reste, c’était les pillages. »*

Et puis, la réaction de la porte-parole du gouvernement, *« qui s’en fiche ouvertement quand on lui pose une question sur les personnes mutilées à cause de la police »...* *« En voyant ça, évidemment que j’ai envie d’y retourner le 24, souffle-t-il. On se demande presque s’ils ne font pas exprès, s’ils ne cherchent pas le chaos. »*

Lui n’a aucune envie de culpabiliser celles et ceux qui ont participé aux pillages des commerces. *« Malheureusement, c’est le meilleur moyen de se faire entendre, résume le jeune homme. L’idéal, ça serait de bloquer l’économie, mais ça n’est pas possible de coordonner autant de monde. Donc le seul moyen d’obtenir gain de cause, c’est de le faire de façon un peu violente. Et à la française, en fait. C’est comme ça qu’on a obtenu la plupart de nos droits dans ce pays. »*

Même en découvrant le magasin où il travaille pillé, lundi matin, il n’a pas réussi à en vouloir aux fautifs. *« Franchement, je me suis dit : c’est une multinationale, ils ont de quoi se relever. En plus, ils voulaient refaire la boutique donc ça leur permettra de le faire gratuitement avec l’assurance. C’est OK [rires]. Mais plus sérieusement, comment en vouloir aux gens ? Il n’y a pas de blessés, pas de victimes. »*

Il a passé des heures, depuis, à en discuter avec les siens. Et notamment avec ses parents, qui ont regardé comme beaucoup les images à la télévision. *« Quand je leur parle, ils commencent par me dire “Mais c’est n’importe quoi, tout ça, les pillages !”, etc. Et puis, je leur montre la réalité. D’une certaine manière, je les éduque. Je leur montre tout ce qu’on ne voit pas sur les chaînes de télévision qu’ils regardent. Et grâce à ça, je peux leur faire changer d’avis. »*

Ni membre d’un parti ni spécialement *« politisé »*, Ruben a un discours très clair sur l’état de la société et de ses inégalités. *« Le sujet me paraît simple, là : les gens n’ont pas d’argent. Moi, je gagne bien ma vie, je ne me plains pas. Mais je ne veux pas regarder qu’à ma porte : je vois les plans sociaux, les indemnités chômage qui baissent sans cesse, les gens qui n’ont rien dans l’assiette à la fin du mois ou à la fin de l’année. Et un gouvernement, en face, qui n’en a rien à cirer. »*

Samedi 24, Ruben est censé travailler. Une petite voix dans sa tête lui suggère de s’absenter pour aller manifester. Une autre essaie de l’en dissuader. *« Le seul truc qui peut me faire réfléchir, c’est le danger, conclut-il. Maintenant, on peut se faire attraper pour rien, prendre deux mois ferme parce qu’on est au mauvais endroit et qu’on a trouvé du sérum physiologique sur nous. Forcément, on réfléchit. »*

Inès Bennacer, Pascale Pascariello et Ilyes Ramdani

Boîte noire

*Prénoms d’emprunt.